

9 NOVEMBRE 1989
IL Y A 20 ANS
LA CHUTE DU MUR
DE BERLIN

Après la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande

Vingt ans de combat pour l'unité sociale de l'Allemagne

Nous avons consacré la semaine derrière notre rubrique aux événements ayant abouti à la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Les manifestants d'octobre et novembre 1989 voulaient l'établissement de l'unité démocratique et sociale de

l'Allemagne. Les dirigeants de l'Ouest, les bureaucrates de l'Est et les « grandes puissances » se sont coalisés contre cette volonté. Pour illustrer cette situation, nous publions plusieurs nouveaux témoignages de notre camarade Cornelia Matzke. Elle

avait participé activement aux événements de 1989, à Leipzig et à Berlin. Elle fut ensuite élue députée au Landtag de Saxe en 1991 et elle est aujourd'hui membre de la rédaction de la revue *Soziale Politik und Demokratie*. ■

Au cœur d'un bouleversement mondial

Les immenses soulèvements qui aboutirent à l'automne 1989 à la chute du Mur de Berlin et du « Rideau de fer » manifestaient que, de part et d'autre de ces frontières artificielles, il y avait un seul peuple allemand, divisé artificiellement par les dirigeants américains et soviétiques en 1945. Dix ans plus tôt, la classe ouvrière polonaise constituait un syndicat libre et indépendant pour défendre ses revendications face au régime bureaucratique, qui ne devait son maintien qu'au déclenchement de la répression et la proclamation de l'état d'urgence, en décembre 1981.

En mai 1981, la population laborieuse en France chasse le représentant de la Ve République, Giscard d'Estaing, et porte au pouvoir Mitterrand et une majorité PS-PCF.

En 1979, le régime proaméricain du chah d'Iran est balayé. La dictature proaméricaine au Nicaragua s'effondre. En URSS, la pression de l'impérialisme américain, la résistance des travailleurs soviétiques, l'impasse dans laquelle le pays a été conduit par la bureaucratie accélèrent la crise en son sein. En 1986, Gorbatchev, présenté comme un « réformateur », arrive au Kremlin. La mobilisation du peuple allemand précipite la crise en URSS. La bureaucratie soviétique se déchire. En son sein, des fractions prônent ouvertement la « réforme » capitaliste de l'économie.

Le gouvernement américain, conscient de la crise mondiale, veut montrer qu'il est le gardien du monde et décide de la guerre en Irak en 1991. Loin d'apporter un « nouvel ordre mondial », comme le disait le président Bush père, c'était l'annonce des plus grands désordres mondiaux. L'URSS se disloquait. La Tchécoslovaquie se divisait en deux États. Les conflits se multipliaient dans le Caucase et en ex-URSS. La Fédération yougoslave se disloquait à son tour, une terrible guerre s'étendait en Croatie et en Bosnie, puis au Kosovo. Le 11 septembre 2001 donnait le coup d'envoi à la guerre en Afghanistan, puis à la seconde guerre du Golfe.

Le maintien du régime de l'impérialisme impose aux peuples du monde entier la guerre et la misère. Le mouvement du peuple allemand en 1989 jetait les bases d'une Europe fraternelle, de coopération et d'unité des peuples. La politique des États-Unis et des dirigeants européens allait en sens inverse.

Un an après la réunification allemande, le traité de Maastricht était adopté, soulignant la nécessité pour les dirigeants de l'Union européenne d'accélérer la mise en œuvre des exigences capitalistes. L'Union européenne remplaçait la Communauté économique européenne (CEE), l'euro les monnaies nationales, les critères de Maastricht les décisions nationales. Le mouvement du peuple allemand poussait à l'unification des peuples d'Europe. Sa négation, l'Union européenne, conduit à la dislocation de l'Europe. L'exigence de la rupture avec l'Union européenne, c'est la sauvegarde de l'Europe. ■

LUCIEN GAUTHIER ■

Le SED, la Stasi et le pouvoir

Qu'en a-t-il été des centres de commandement du SED (1) après la chute du Mur ? La Stasi fut sacrifiée en premier quand il devint de plus en plus difficile pour le gouvernement SED de se maintenir au pouvoir contre la masse des manifestants. Mais les véritables donneurs d'ordre de la Stasi ne furent pas inquiétés ; ils ont même réussi à se retrouver plus tard dans des positions de responsabilité politique (2).

Où avaient disparu les décideurs du régime SED ? Issus des partis du « bloc démocratique » (3), ils ont plus tard, devenus membres de la CDU (4) de l'Allemagne unifiée, fabriqué la légende de leur prétendue opposition de toujours et ils ont veillé à ce que les biens et les avoirs des partis du « bloc démocratique » aillent dans les caisses de leur « parti frère » de l'Ouest.

Pourquoi n'avons-nous pas réussi à imposer la dissolution de l'appareil stalinien des partis et du pouvoir ? En décembre 1989, on a discuté sur la revendication de dissolution du SED. J'étais d'avis que, les bureaucrates ayant perdu leur pouvoir, ils allaient bien entendu dissoudre d'eux-mêmes leur appareil d'Etat. J'étais complètement à côté de la plaque. Personne n'abandonne tout seul son pouvoir, et encore moins les biens matériels qui vont avec. Les cadres du SED se sont sauvés, eux-mêmes et leur immense fortune, en se rebaptisant PDS. Au Landtag de Saxe, j'ai eu plus tard la possibilité de voir avec quel toupet les vieux cadres du SED réclamaient leurs biens immobiliers et avec quelle effronterie ils se prétendaient les héritiers du KPD (5) que le SED avait lui-même détruit.

Les maîtres du SED avaient de nombreuses relations avec le gouvernement de la République fédérale sous Helmut Kohl et l'on comprend pourquoi on n'a pas par la suite adopté de loi de dissolution de l'organisation et de confiscation de la fortune de l'ancien parti d'Etat SED.

Le cas de Schalck-Goldkowsky est un exemple connu de la protection directe que les décideurs de la dictature ont reçu de leurs collègues ouest-allemands. Pour se procurer des devises par exemple, il ne reculait même pas devant le commerce des armes vers des pays en guerre. Et en décembre 1989, Schalck-Goldkowsky s'est soustrait à l'arrestation par les nouvelles autorités de la RDA en s'enfuyant à Berlin-Ouest. Il fut mis quelque temps en détention préventive, mais n'a pas été reconduit à l'Est. Finalement, faute de preuves tangibles de violations du droit pénal, il a été libéré...

Tous contre la volonté du peuple allemand

« Nous sommes le peuple ! » et « Nous sommes un peuple ! » étaient les revendications centrales de la révolution. Ces deux affirmations résumaient nos objectifs politiques et sociaux : renversement de l'appareil SED et établissement de l'unité démocratique et sociale de l'Allemagne. Autrement dit : libérés du régime d'oppression



Leipzig, le 20 novembre 1989 : « L'Allemagne, une nation unie, nous sommes la force, la nouvelle liberté » (photo AFP)

conséquence des cadeaux fiscaux faits aux entreprises, le chômage croissant, l'expropriation et la privatisation sont devenus incommensurables. La politique néolibérale de Kohl a provoqué une gigantesque redistribution du bas vers le haut. La « Treuhandanstalt » (l'organisme de liquidation et de privatisation de l'économie de la RDA — NDLR), organisme du gouvernement fédéral, a organisé, avec sa politique de privatisations, une désindustrialisation de l'Allemagne de l'Est dans des proportions inouïes. Au bout de deux ans, 80 % des emplois industriels avaient déjà été détruits.

Luttes ouvrières et syndicales contre la Treuhandanstalt

La légende que les entreprises de l'Est étaient surendettées et complètement faillies fut répandue par le gouvernement Kohl. Une masse immense de capitaux se déversa au contraire, pratiquement sans contrôle, dans les poches de prétendus reconstructeurs. Une nouvelle société de chevaliers-brigands s'est ainsi établie, qui ont obtenu par l'intermédiaire de la Treuhand la possibilité de piller les entreprises.

Alors, les travailleurs ont commencé, en 1991, à défendre leurs entreprises contre la Treuhand. Il y eut des occupations d'usines. Les manifestations de lundi recommencèrent avec des milliers de participants, maintenant sous la direction des syndicats. Les ouvriers, menés par leurs organisations syndicales, ont appris que la bataille pour se défendre paie.

L'usine Edelstahl Freital et l'usine de pivots Hartha ont, par exemple, survécu parce qu'elles se sont battues.

Puis Rohwedder, le président de la Treuhand, a été assassiné. Aussitôt, la direction syndicale a pris cela comme prétexte pour mettre fin aux protestations de rue. Les travailleurs dans les usines occupées furent laissés sans soutien. Comme cataplasme de consolation, il y a eu les prétendues « sociétés d'emploi » dans lesquelles on a fait entrer les personnels des anciennes structures, avec les anciens cadres qui avaient fait leurs preuves dans la répression. C'est avec ces gens-là, et non avec les nouvelles forces actives issues de la population, que les dirigeants économiques et les gouvernants de l'Ouest voulaient réaliser la transformation de la RDA en un nouvel Etat bourgeois allemand. C'est par ce qui fut appelé le « traité d'unification » que s'est accomplie l'expropriation de la population est-allemande et qu'a été empêchée l'appropriation complète et commune des acquis des luttes des travailleurs de l'Est et de l'Ouest. Ce « traité d'unification » a cimenté pour des années la division sociale de l'Allemagne. Le maintien d'un niveau différent des salaires à l'Est et à l'Ouest a été et demeure fondamental pour la perpétuation de la division sociale. Aujourd'hui, les conditions inférieures de rémunération à l'Est de l'Allemagne sont utilisées pour démolir les droits ouvriers dans toute l'Allemagne. Le but, c'est le nivellement par le bas. L'endettement public par la perte de recettes,

CORNELIA MATZKE ■

(1) SED : parti stalinien dirigeant de l'Allemagne de l'Est (RDA).
(2) Par exemple, Klaus Barthel, ancien membre de la direction de la région de Chemnitz, a siégé plus tard comme député du PDS (parti « communiste ») reconstruit pour toute l'Allemagne après la réunification par les anciens cadres du SED) au Parlement régional de Saxe. Il était directement le décideur politique du régime SED et il donnait ses ordres à la Stasi.
(3) Bloc d'anciens partis créés à l'Est, sur le modèle de la CDU et du FDP, et intégrés dans le gouvernement SED.
(4) CDU : parti chrétien-démocrate (droite) de l'Allemagne de l'Ouest (RFA), maintenu dans l'Allemagne réunifiée.
(5) KPD : l'ancien Parti communiste allemand.